

Cantons actuelles

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **76 (1988)**

Heft [12]

PDF erstellt am: **15.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Vaud

Une garderie à Dorigny avant l'an 2000 ?



Quand verra-t-on des enfants jouer dans l'enceinte de l'université ?

(sch) — On pourrait en douter ! bien que des comités d'étude se soient succédés depuis vingt ans, qu'ils aient fait enquête sur enquête, proposition sur proposition ! Le besoin existe, la volonté de trouver une solution aussi, et pourtant... de réalisation toujours point !

Il y a un petit espoir, nous dit Anne-Marie Bernad, responsable d'une commission de l'Association vaudoise des femmes universitaires (AVFU) lors de la récente assemblée générale de l'association où elle était chargée d'exposer la situation : que de péripéties, que d'enquêtes, d'entrevues, de recherches, de projets pour se trouver toujours au point de départ : les hautes écoles lausannoises n'ont pas de crèches-garderies, alors que toutes les universités de Suisse en ont au moins une (Zurich en a 7) et depuis de nombreuses années (Genève depuis vingt-cinq ans).

Qui sont les partenaires de cette pièce... comique, tant elle dure :

- les comités de parents (comités très fluctuants : il faut bien trouver des solutions immédiates et... les enfants grandissent !);

- la commission d'étude de l'AVFU qui se démène depuis deux ans pour faire des propositions concrètes ;

- le groupe « Femmes à l'Université », le syndicat SSP (EPFL et UNIL) et d'autres associations, qui ont organisé le 17 novembre dernier l'inauguration humoristique d'une « non-garderie » d'enfants à Dorigny, avec haut-parleur, fanfare, discours et ruban coupé par une mignonne petite fil-

le (la garderie — « prototype mis au point après 15 ans de recherches et d'efforts » — était en l'occurrence une tente de 2 m !);

- les autorités universitaires qui se disent d'accord avec le principe ;

- le Bureau de construction de l'Université de Lausanne-Dorigny (BUD) qui construit bâtiment après bâtiment et n'a pas encore été mandaté réellement pour l'édification d'une crèche-garderie ;

- les autorités politiques qui semblent avoir oublié ce problème... et pourtant il nous souvient d'avoir entendu deux ou trois fois Marguerite Narbel, députée, soulever la question lors du vote d'un crédit pour l'un ou l'autre bâtiment, mais ce n'était pas le moment, lui répondait-on ! (Quel joli sujet d'interpellation il y aurait là pour un(e) député(e) au Grand Conseil !)

Les projets sont pour le moins variés. L'enquête effectuée en 1980 par les services sociaux de l'UNIL avait prouvé le besoin d'une crèche-garderie (besoin pour 80 enfants selon les réponses reçues aux 6000 questionnaires envoyés).

Un premier projet fait par un architecte a été enterré : trop ambitieux, ce projet aurait coûté quelques millions.

Autre enquête, en 1985, faite par le Syndicat des services publics, groupe EPFL : elle confirme le besoin (d'autant plus que la « Chenille », garderie de l'EPFL aux Cèdres, avant le déménagement à Dorigny, fermait ses portes).

Les comités de parents EPFL et UNIL réunis cherchent alors, avec la commission de l'AVFU, à présenter des propositions réalisables rapidement :

- ils ont demandé qu'on leur fournisse des locaux, offrant de se charger de l'organisation : curieusement, tous les locaux vides repérés (ex. une

villa appelée à disparaître) « ne pouvaient être utilisés même provisoirement parce que réservés à telle faculté ou à tel professeur » !

- ils ont demandé un bout de terrain (et la place ne manque pas !) pour planter une baraque provisoire : « Proposition inacceptable au point de vue esthétique », leur fut-il répondu. Curieux qu'on invoque l'esthétique, alors que le chantier de Dorigny n'est pas terminé. Curieux qu'on répugne à utiliser une solution maintes fois exploitée dans le canton : quel collège, quel village n'a pas eu pendant quelques années sa baraque pour abriter quelques classes supplémentaires en attendant la construction d'un bâtiment en dur ?

Devant les refus et les obstacles, la commission de l'AVFU (dont l'une des participantes est architecte) a proposé aux autorités universitaires le projet d'un bâtiment réalisable par étapes, la première unité étant prévue pour 20 enfants à plein temps (c'est rarement le cas, aussi pourrait-on accueillir en fait davantage d'enfants dans une unité).

Pourquoi n'aurait-on pas une baraque pendant deux ou trois ans, juste le temps de construire une partie de la « Fleur » (c'est le nom donné au si joli projet de l'AVFU) ?

Un espoir ? Oui, car l'université a lancé un nouveau questionnaire et que plus de 100 réponses de parents concernés et motivés sont déjà rentrées et que cette nouvelle prise de conscience va peut-être enfin accélérer les choses.

Affaire à suivre donc.

Débat à Lausanne

Femmes et journalistes

(srl) — Le Club de Lausanne de l'Association des femmes de carrières libérales et commerciales (Business and professional women) avait réuni le 9 novembre dernier, à Lausanne, cinq femmes journalistes autour d'une table ronde pour parler du journalisme au féminin, sous la houlette de l'une d'entre elles, Marie-Claude Leburgue, de la Radio romande.

Les participantes préférèrent en fait parler de journalisme tout court, estimant pour la plupart d'entre elles qu'on n'assiste plus, dans la profession, à aucune forme de discri-

mination. Ainsi Claude Langel, rédactrice en chef adjointe de *Fémina*, déclara s'être toujours sentie parfaitement à son aise dans la rédaction mixte où elle travaillait avant d'occuper son poste actuel ; Nelly Thévenaz, journaliste à la Télévision romande, souligna l'importance des effectifs féminins dans son entreprise, les femmes étant même majoritaires dans l'équipe du TJ Midi, où elle est intégrée ; et Renée Hermenjat, journaliste libre, affirma n'avoir pas rencontré de difficultés particulières en tant que femme pour placer ses papiers.

Seul le récit de l'extraordinaire carrière de Charlotte Hug, devenue, de petite rédactrice chargée de traduire en français les éditoriaux de Gottlieb Duttweiler, rédactrice en chef de *Construire* et directrice de la presse Migros, vint rappeler au public que les embûches sont quand même plus nombreuses pour les femmes que pour les hommes sur le chemin qui mène à la haute hiérarchie des entreprises de presse. Mais les femmes, de toute façon, fut-il dit et confirmé, cherchent moins le pouvoir que leur satisfaction personnelle dans leur travail...

La question de la spécificité de l'apport des femmes au monde de l'information fut ainsi esquissée, mais guère traitée, faute probablement de réel intérêt de la part de la majorité des oratrices.

Lausanne

Centres de liaison en assemblée

La conférence des présidentes des Centres de liaison des associations féminines suisses tenait ses assises à Lausanne les 21 et 22 octobre dernier sous la présidence de Mme Janine Viret, présidente du Centre de liaison vaudois.

En ouverture d'assemblée, le salut du Conseil d'Etat est apporté en français et en allemand par M. Daniel Schmutz, chef du Département de la prévoyance sociale et des assurances. Il évoque les nouvelles formes de pauvreté qui affectent notre société et rendent les manifestations de la solidarité féminine plus que jamais nécessaires.

Mme Huguette de Haller, présidente de l'Alliance de so-

ciétés féminines suisses, souligne la nécessité pour l'Alliance de maintenir des contacts étroits avec les centres de liaison, qui, par les opinions qu'ils expriment et les informations qu'ils apportent, sont un soutien et un stimulant indispensables à son action.

Les points principaux à l'ordre du jour ont trait à deux préoccupations majeures des présidentes ; d'abord l'épineuse question du bénévolat qui se pose en ces termes : comment exiger des membres d'un comité qu'ils travaillent d'une manière professionnelle, sans pouvoir les rétribuer en conséquence parce que les subventions font défaut ?

Ensuite, comment établir une bonne collaboration avec les bureaux de la condition féminine existants ou en gestation ?

Sur ces deux sujets, il est décidé d'établir un questionnaire, de l'envoyer à chaque centre de liaison pour l'informer des solutions adoptées par chacun.

L'année prochaine, les participantes répondront à l'invitation du Centre de liaison de Zurich qui les accueillera pour leur conférence annuelle.

*Communiqué
du CLAF VD*

Jura

Un maître mot : confiance

(fvk) — Dans le cadre de sa campagne « Confiance aux femmes » pour les élections de fin novembre, le Bureau de la condition féminine de Delémont avait invité la conseillère aux Etats Yvette Jaggi à venir partager lors d'une conférence publique son expérience de femme dans la politique.

S'il est bien que les électrices/teurs fassent confiance aux femmes, il est encore plus important que les femmes aient confiance en elles-mêmes. Et pourquoi pas ? comme le dit ironiquement Yvette Jaggi, ça ne fait de mal à personne.

Pour la conseillère aux Etats, il est toutefois important de comparer l'engagement politique à un marathon. Il est nécessaire de s'investir dans une perspective de huit à douze ans et de ne pas viser la durée d'une seule législature. Pour cela, autant disposer d'une solide san-



Dessin tiré de Chronique Féministe, 26, février-mars 1988

té, morale et physique (et selon les cantons d'un foie bien accroché !), d'une bonne organisation et surtout d'un goût évident pour la politique. Les partis politiques sont là pour promouvoir la participation des femmes et, pour Yvette Jaggi, seul le système des quotas permet une bonne représentation. Le PS a par exemple pour principe de placer sur ses listes « un tiers au moins du sexe le moins représenté ».

Si les femmes ne se distinguent pas en politique par le contenu, elles abordent par contre les affaires politiques avec un style bien à elles. Les femmes sont jeunes encore dans ce domaine, et de la jeunesse elles ont également les qualités : le zèle et l'humour. Dynamiques, elles montent à tous les fronts et s'accrochent à leurs dossiers pour se montrer à la hauteur. Elles ont même intérêt à en faire plus que leurs collègues masculins puisque ce n'est encore malheureusement qu'à cette condition qu'elles deviennent crédibles.

Yvette Jaggi donne toute sa confiance aux femmes parce qu'elles abordent la politique par le bon bout et que, contrairement aux hommes qui s'obstinent à user de la langue de bois et à se complaire dans les abstractions, les femmes parlent enfin de problèmes concrets. Qui sait si ce ne sont pas les femmes qui rapprocheront les citoyennes/ens de la politique en la rendant plus proche de leurs préoccupations quotidiennes.

Fribourg

Femme et santé

(bbg) — Le centre de liaison fribourgeois des associations féminines organise pour le jeudi 13 avril 1989 la seconde Journée de la femme fribourgeoise, sur le thème, *Femme et*

santé. Divers sujets ont été retenus : santé et alimentation, tabac et autres toxicomanies, santé et environnement, problèmes psychologiques... Exposés et ateliers, posters et exposition de documents rempliront cette journée.

Le CLAF fait appel aux bonnes volontés de ses 30 associations membres. D'ores et déjà la Croix-Rouge fribourgeoise, l'Ecole ménagère, l'Association des infirmières, l'Ecole d'agriculture de Grangeneuve et la Commission des affaires féminines ont offert leurs services.

Valais

Appel des femmes DC

(fl) — « Si la femme valaisanne n'est pas mieux intégrée à la politique, c'est qu'elle a peur de s'affirmer, qu'elle craint de prendre des responsabilités, qu'elle n'est pas assez motivée pour accepter des charges. C'est en osant qu'on se révèle, qu'on utilise ses potentialités et son énergie. »

Dans un couple, il est nécessaire d'être complémentaires sans être concurrentiels ; il devrait en être ainsi dans le ménage communal, cantonal et fédéral.

Autant de formules chocs du Groupe cantonal des femmes DC qui, à la veille des élections communales, passe aux actes et entreprend une vaste campagne de sensibilisation.

Information d'abord, par le biais d'un numéro spécial élection de son bulletin *Contact-Info'Elles*, qui vous dira tout sur le pourquoi et le comment de ces élections.

Stigmatisant le doute, l'hésitation, la peur de la femme valaisanne face au monde politique, il en appelle au courage et à la solidarité.

Formation ensuite avec un séminaire organisé à Martigny et à Viège sur le thème « Comprendre le budget, les comptes communaux : de la théorie à la pratique ».

Et de conclure dans son bulletin : « Une femme peut réussir aussi valablement qu'un homme en politique. Il suffit de prendre sa tâche à cœur et de l'accomplir sans complexes.

Mesdames et citoyennes, tenez-le-vous pour dit. Et soyez les électrices de nos candidatures. »

AGENDA

Clés pour le Travail

Le prochain stage de réinsertion professionnelle aura lieu du 13 février au 23 mars 1989. Une séance d'information a déjà eu lieu le 22 novembre, mais il n'est pas trop tard pour se renseigner au (021) 22 22 19.

« Les déesses qui nous habitent »

Tel est le titre insolite d'une animation du Centre F-Information, à Genève (Taverne de la Madeleine, 1, rue des Barrières, 1er étage), qui aura lieu le vendredi 9 décembre à 20 h 15. Sous-titre : « Une typologie des femmes inspirées par la mythologie. » Et commentaire des responsables du Centre-F : « Reprendre contact avec les déesses, c'est nous demander qui nous sommes. »



Genève

Vignette antisexiste

L'égalité des droits passe aussi par une terminologie correcte. C'est pourquoi le Centre F-Information de Genève a réalisé une petite vignette à utiliser chaque fois que le sexisme d'une expression vous choque. Par exemple, si votre courrier arrive avec la mention « Monsieur », ou si vous lisez un texte comportant une phrase dévalorisante pour les femmes, collez la vignette et retournez à l'expéditeur, suggèrent les responsables du Centre F! Pour être confrontées quotidiennement à ce genre de problème, les rédactrices de *Femmes Suisses* vous garantissent que c'est une excellente idée...

Les vignettes sont à commander au Centre F-Information, 1, rue des Barrières, case postale 757, 1211 Genève 3, au prix de 10 centimes la vignette. Prière de joindre une enveloppe timbrée contenant le nombre de timbres de 50 centimes correspondant aux vignettes désirées.

Genève

Argent sale

(mm) — Pour marquer son 6e anniversaire, le Career Women's Forum invitait, le 2 no-

vembre dernier, l'ancien procureur du Tessin, Me Paolo Bernasconi, à s'exprimer sur un thème d'actualité: « Comment bloquer l'argent sale. » Sujet vaste et complexe que maîtrise particulièrement bien ce spécialiste connu pour la ténacité et le courage dont il a fait preuve dans les affaires de la Banque Ambrosiano et de la « Pizza connection » pour ne citer que celles-ci.

La Suisse est-elle cette oasis pénale où se recyclerait paisiblement un quart de l'argent sale américain, comme vient de l'affirmer Ronald Reagan au sommet des sept pays les plus industrialisés de Toronto? Si l'ex-procureur réfute avec vigueur l'ampleur de l'accusation et rappelle qu'en matière de lutte contre le trafic de drogue et de délits contre le patrimoine la Suisse est bien « équipée » (blocage de l'argent des Marcos précédant la demande du gouvernement philippin), il admet que des sommes importantes, d'origine criminelle, sont chaque année déposées dans nos banques. C'est principalement en matière de recel et de pots-de-vin que la législation suisse présente des lacunes. Auteur

d'un projet de loi en procédure de consultation sur le blanchissement de l'argent sale, Me Paolo Bernasconi défend l'idée d'une surveillance et d'une collaboration internationales face à la globalisation croissante des marchés financiers favorisant aussi la fraude et la criminalité.

Neuchâtel

On l'aura

(ib) — Une femme à l'exécutif cantonal, on l'aura! L'espoir se concrétise avec la candidature de Mme Marie-Françoise Bouille au Conseil d'Etat, présentée par le Parti radical. On ne veut pas savoir si cette candidature résulte de combinaisons d'un parti divisé et non d'une grande conscience d'égalité. L'essentiel est de faire une percée et d'y croire. Les hommes que ça ennuie se consolent: on délaissera un peu la queue du peloton en matière de présence féminine dans les hautes instances, et le dernier bastion macho ne sera peut-être pas en terre neuchâteloise.

identique au féminin...

A sa clientèle féminine, la BCG propose aide et conseils en matière financière, bancaire et sociale.

Située 34 avenue de Frontenex (tel. 358832), notre nouvelle agence est dirigée par Madame Marie-Antoinette Huguenin. Entourée de collaboratrices qualifiées et enthousiastes, elle propose à nos clients tant masculins que féminins l'éventail complet des services qu'assurent les 14 agences de la BCG.

Seule à Genève, une agence au féminin, identique aux autres... identique au féminin.

Banque hypothécaire du canton de Genève, votre banque cantonale

BCG